

## LES RENCONTRES DE L'AFL STRASBOURG, 4 SEPTEMBRE 1991

### LA FORMATION AUX LANGUES EN MUTATION

Quelques mots, pour situer mon propos, de l'organisation que je représente, avant de livrer un témoignage de notre pratique et de nos réflexions dans le domaine en mouvance accélérée que représente la formation aux langues.

Dixit est une filiale du groupe Interface, et a pour vocation de réaliser des opérations de conseil, de formation et de développement dans le domaine de la communication internationale, et donc de la formation linguistique. Dans le domaine du conseil, nous menons différentes interventions de type audit linguistique, analyses de besoins de compétences, études de faisabilité ou d'évaluation, etc. auprès de grandes organisations publiques ou privées. En ce qui concerne la formation, nous avons conçu et développé un dispositif de type "autoformation assistée" qui articule différentes ressources autour de l'idée de responsabilisation de l'apprenant sur son propre trajet de formation. 700 ingénieurs, cadres et techniciens sont actuellement les victimes... consentantes de cette approche qui a fait l'objet d'une formalisation récente dans le livre *Organiser l'apprentissage des langues étrangères*.

Enfin, dans le cadre de nos actions de développement, nous intervenons dans la création d'outils et de méthodes d'organisation de la formation d'une part (tests, questionnaires, instruments de suivi), et dans la mise au point de programmes d'autoformation de l'autre, sur supports audio, vidéo ou informatique.

Cette triple expérience et notre position d'observateurs impliqués dans l'évolution des formations aux langues depuis une quinzaine d'années nous a menés à certains constats que je présenterai brièvement sous trois angles, avant de conclure par quelques remarques quant à la double question posée ici par l'AFL.

Les trois constats sur les conditions de réussite de la formation linguistique en entreprise, peuvent se résumer à trois mots-clés: professionnalisation, autoformation, partenariat. La question que j'aborderai pour conclure est la suivante : à partir de notre expérience, que peut-on dire de la priorité voire de l'hégémonie de l'anglais oral à l'orée de l'ouverture européenne, et plus généralement, à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle ?

Tout d'abord, concernant la notion de **professionnalisation** : Je pense que la période des petits cours d'anglais, des écoles de langues cow-boy et des professeurs touristes est en voie de disparition. Les pressions simultanées de la loi du marché, de la rigueur de démarche des clients, des progrès de la recherche pédagogique entraînent une double professionnalisation dans le domaine des contenus et de la formation des formateurs.

Pour ce qui est des contenus, les thèmes de la formation-action, des langues de spécialité, de la "business communication" et de la formation interculturelle pointent dans la même direction. Il s'agit désormais, par ces moyens et toute la panoplie des supports disponibles sur le plan commercial ou sur mesure, de rapprocher autant que possible les contenus de formation des réalités

quotidiennes du travail. En ce sens, la formation aux langues commence à acquérir ses lettres de noblesse, en suivant, et parfois en précédant l'évolution des méthodes de formation actuelles qui visent à si ce n'est garantir, du moins permettre, sous certaines conditions, un retour sur l'investissement-formation. Nous quittons résolument, de ce point de vue, l'ère des formations sociales, touristiques, des cours passe-temps et du folklore si âprement critiqué dans ce domaine dans les années 80.

Devant cette évolution, les formateurs voient leurs rôles changer ; le mouvement de professionnalisation dans ce domaine se mesure au nombre de professeurs devenus formateurs-consultants après quelques années d'expérience et le détour par une formation de type universitaire, DUFA, DESS, etc. De plus, le métier se diversifie : entre l'animateur, le tuteur, la personne-ressource, le consultant, le didacticien, ce sont une demi-douzaine de fonctions différentes qui apparaissent, exigeant à la fois un travail pédagogique d'équipe véritable dans les organismes, et une spécialisation plus poussée de chacun. À titre d'exemple, la maîtrise des langues de spécialité (informatique, management, droit, etc.) et celle des nouveaux média de communication (vidéo, EAO, vidéodisque, etc.) impliquent une culture, si ce n'est une expertise nouvelle, qui éloigne le praticien des simples techniques d'animation de groupe autour de supports de type livre-cassette.

Mais les formateurs sont sans doute plus encore touchés par ce besoin de professionnalisation et de changement dans leurs attitudes et leurs rôles du fait de l'évolution pédagogique actuelle vers **l'autoformation**.

Qui dit autoformation dit renversement de la relation pédagogique : ce n'est plus, comme dans la pédagogie didactique, de type scolaire (pour faire bref), le maître enseignant, enseignant pourrait-on dire, qui dicte la marche à suivre à l'enseigné, délicieusement qualifié parfois de formé, relégué à l'humble statut d'objet de formation. L'individu adulte, volontaire, espérons-le, responsable de ses actes, est appelé à devenir sujet de sa formation. C'est-à-dire qu'il participe (au moins), voire dirige (au mieux) sa démarche, fixe ses objectifs, choisit ses ressources, gère son temps, évalue lui-même ses progrès, en collaboration avec le formateur. Le formateur devient alors conseiller, tuteur, "helper" comme disent les anglo-saxons, de l'apprenant engagé dans un projet qui est le sien. C'est cette nouvelle relation de collaboration, de co-investissement, de partenariat qui nous autorise à parler alors d'autoformation assistée. Il ne s'agit pas, en poussant à l'extrême la notion d'autoformation, de retomber dans les errances de l'autodidaxie compensatoire, qui s'est développée au XIX<sup>ème</sup> siècle en milieu ouvrier pour pallier les insuffisances de la formation officielle. Il ne s'agit plus d'une autoformation solitaire, marginale, honteuse, mais d'une interaction permanente entre un apprenant qui s'autodirige et une structure de formation qui appuie, alimente, renforce ses efforts d'apprentissage. Deuxième tendance actuelle, qui vient renforcer la nécessité de professionnalisation des formateurs, lesquels doivent vivre cette révolution silencieuse de l'enseignement aux adultes, plus douloureuse et exigeante qu'on pourrait le penser pour qui a déjà une longue expérience d'enseignant.

Dernier constat, la formation linguistique professionnelle d'aujourd'hui (pour partie) et de demain (sans doute) doit s'appuyer sur de nouvelles pratiques de concertation entre les différents protagonistes, sur une forme de partenariat triangulaire. Depuis longtemps, la formation continue est une affaire qui se gère deux à deux : apprenant et formateur parlent de pédagogie, formateur et responsable d'entreprise parlent de formation et de coûts, responsable et apprenant parlent d'inscription, d'évaluation, d'absentéisme.

Le développement d'une formation linguistique professionnelle exige cependant qu'entre ces trois acteurs un autre type de dialogue se noue, plus méthodique, plus complémentaire.

À l'entreprise de déterminer sa stratégie globale de formation, en particulier à partir de ses besoins d'évolution au plan de la communication internationale. Au responsable de formation de mobiliser formateurs et apprenants sur les objectifs médians de cette stratégie.

Au formateur de traduire les objectifs de formation en plans d'action pédagogique, en supports et modalités pratiques, en méthodes d'intervention. À lui également de baliser le chemin de l'apprenant, en cohérence avec à la fois les objectifs individuels et la stratégie globale.

À l'apprenant, enfin, acteur principal de cette triade, de s'engager résolument dans l'apprentissage comme un investisseur actif. À lui de gérer, en particulier dans le temps, l'arbitrage entre ses désirs et projets personnels, et les contraintes de son institution. À lui de donner sens à l'idée d'autoformation, tout en exploitant l'assistance que formateurs et entreprise mettent à sa disposition.

J'en ai fini avec les trois constats de l'évolution : vers plus de professionnalisation, vers plus d'autoformation, vers plus de partenariat. Pour conclure, et à partir de ce témoignage, je souhaiterais livrer quelques remarques, "brutes de décoffrage" sur la question qui nous préoccupe aujourd'hui.

De l'anglais oral... Parler anglais... Se débrouiller en voyage en réunion, en entretien, au téléphone, en conférence, avec des invités. C'est un peu comme si, vu de notre fenêtre grande ouverte sur la vie des entreprises et des administrations françaises, l'ensemble de la problématique langues se ramenait à cet ersatz de communication internationale que représente une seule langue, exclusivement exploitée sous sa version orale. Je n'insiste pas sur la critique de cet état de choses les interlocuteurs de la matinée le feront beaucoup mieux qu moi (M. RUBIO au plan de l'éducation et M. GUESPIN à celui de la recherche).

Non, je souhaiterais ici me faire l'avocat du diable angliciste le témoin cynique de la demande officielle (cf. W. BERGLUND), plus observateur des pratiques professionnelles que militant du développement culturel.

Pierre DANINOS disait que *"le privilège de l'Anglais est de ne comprendre aucune autre langue que la sienne"*. De fait, l'anglais est la langue officielle ou semi-officielle dans plus de 70 pays ; il est estimé que 70% des lettres et 80% de l'information électronique circulant dans le monde sont rédigés en anglais ; 54% des entreprises du monde l'utilisent comme langue de travail, loin devant l'allemand et le français (13-14%). Dans le monde économique, la démonstration n'est plus à faire. Dans celui de l'enseignement et de la formation, en France, c'est le plébiscite : que l'on regarde l'enseignement précoce des langues ou les Universités du 5ème âge, en passant par le secondaire, l'enseignement supérieur et la formation continue, les choix des apprenants se portent vers l'anglais à raison de 85% à 95%. Bref.

Quant à la priorité à l'oral, elle est incontestable dans l'ensemble des enquêtes, analyses de besoins et audits que l'on peut lire, y compris ceux que nous avons réalisés auprès de multiples entreprises et administrations. J'y vois le signe d'un besoin qui peut chez certains, tourner à l'angoisse devant l'internationalisation et l'accélération des échanges professionnels.

Le constat peut paraître amer, d'autant plus qu'il ne semble pas en voie de changement. Et même si les récents événements en Europe de l'Est sont porteurs d'espoirs de diversification linguistique, il est à craindre que leurs effets ne se feront pas sentir avant de longues années : un ami de retour de Budapest me confiait hier que les librairies offraient déjà dans ce pays de nombreux moyens d'information en langue... anglaise. Plus officiellement, les résultats d'un audit récent auprès d'un grand Ministère français indiquent un taux de préférence pour l'anglais de 90% des candidats à une formation.

Toutefois, et pour finir sur une note optimiste, il faut sans doute raisonner pour après demain, et en particulier penser l'Europe en termes de mosaïque culturelle, dont l'anglais serait le ciment, mais dont la variété des langues devenues "premières" derrière lui refléteraient la richesse. Dans cet esprit, le projet que nous soumettons au programme LIN-GUA, qui est en priorité axé sur les langues dites "rares", réunit un partenariat franco-hispano-portugais autour des problèmes linguistiques dans les métiers du BTP. C'est pour nous un signe de l'espoir dans la diversification. Et c'est là qu'interviennent les outils d'autoformation tels que celui qui vous est présenté par l'AFL : d'une part, en s'adressant au langage écrit, donc par définition plus propice à un travail en solitaire, à distance, moins gourmand en temps de médiation humaine, les programmes de ce type permettront sans doute une percée autonome dans la dictature de l'oral.

D'autre part, en servant de support à l'apprentissage de six autres langues européennes, ce type d'outil peut être une réponse opérationnelle au besoin de contre-pouvoirs face à la prégnance de l'anglais international. L'espoir du développement des langues européennes se trouve ainsi placé dans la pratique de l'autoformation. Encore faudra-t-il lui trouver de formes efficaces d'accompagnement, et d'évaluation. Mais c'est une autre histoire.

Philippe CARRÉ  
Directeur de l'Agence de Communication Internationale DIXIT